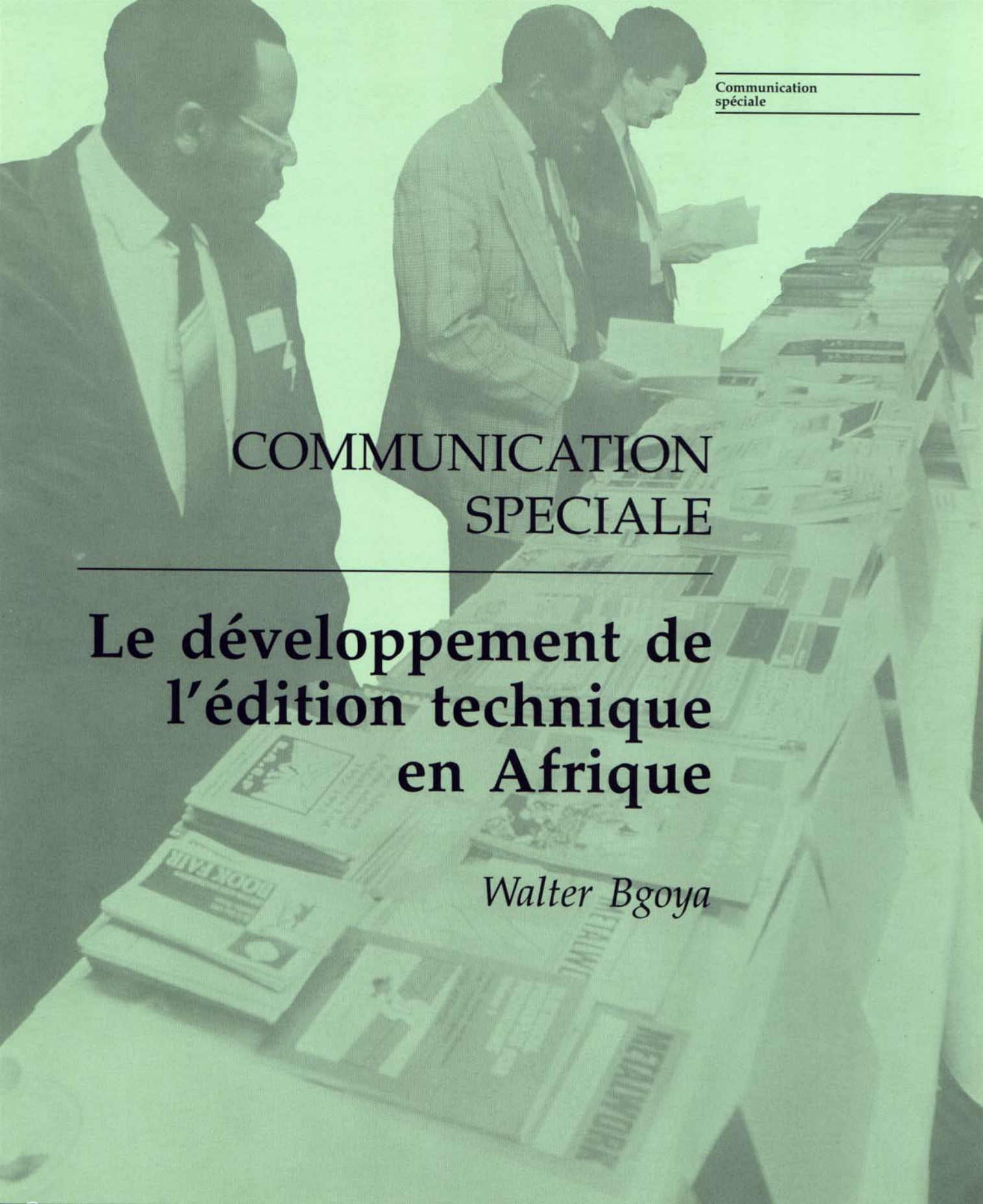




Communication  
spéciale

## COMMUNICATION SPECIALE

---

# Le développement de l'édition technique en Afrique

*Walter Bgoya*

# Le développement de l'édition technique en Afrique

*Walter Bgoya*

*Directeur général, Mkuki na Nyota Publishers, Dar-es-Salaam, Tanzanie*

Un article récent du quotidien français *Le Monde* au sujet de l'édition en Afrique faisait remarquer que "dans ces pays de culture orale, l'imprimé a du mal à s'imposer". En réalité, le mythe selon lequel l'Africain ne lirait pas, du fait de son appartenance à une société dont la culture est avant tout orale, est une excuse pour ne rien faire.

La question de savoir si l'imprimé est un support de communication de l'information technique adapté à l'Afrique était l'un des thèmes abordés lors d'un atelier organisé par le CTA cette année à Arnhem (Pays-Bas), consacré à la promotion du livre technique sur le continent africain. L'analyse des résultats d'études préparatoires à l'atelier ainsi que des chiffres provenant d'autres sources a montré que, grâce au progrès de la scolarisation et à l'efficacité des campagnes d'alphabétisation des adultes, le degré d'alphabétisation a rapidement augmenté dans de nombreux pays d'Afrique et la demande de manuels scolaires est énorme. En Tanzanie, notamment, plus de 85% de la population sait désormais lire et écrire. En Afrique francophone, on estime que près de 20 millions d'élèves ont besoin de manuels scolaires, tandis qu'au Nigeria, les 32 millions de personnes que compte l'enseignement officiel demandent jusqu'à dix livres par an. Le secteur de l'édition de journaux et de magazines s'est lui aussi considérablement développé dans la plupart des pays d'Afrique.

Le présent article est consacré à l'édition technique: ce terme fait ici référence aux publications portant sur des questions de développement agricole et rural, et destinées aux chercheurs, aux étudiants, aux professeurs des établissements d'enseignement supérieur, au personnel des structures de développement, aux fonctionnaires des ministères chargés du développement agricole et rural, aux vulgarisateurs et aux agriculteurs. Dans quelle mesure ces personnes puisent-elles dans l'imprimé l'information dont elles ont besoin pour faire efficacement leur travail? Dans quelle mesure les éditeurs produisent-ils des documents adaptés, et dans quelle mesure le public visé a-t-il les moyens financiers de se

les procurer? Quel rôle les éditeurs étrangers devraient-ils jouer dans l'édition technique destinée à l'Afrique? Quelles difficultés les éditeurs locaux rencontrent-ils et comment peuvent-ils les surmonter? Voilà quelques-unes des questions qui doivent trouver réponse pour que l'Afrique développe ses moyens de satisfaire la demande grandissante de livres techniques.

### **Rôle, utilité et coût des publications techniques**

Les ouvrages techniques peuvent être répartis en trois grandes catégories: ceux destinés à un public hautement qualifié, composé de chercheurs et d'autres représentants du secteur tertiaire, ceux destinés aux cadres moyens du développement tels que les vulgarisateurs et les dirigeants de structures de développement, et ceux d'intérêt pratique immédiat destinés aux agriculteurs et autres personnes actives au niveau du village.

Dans le monde entier, y compris dans les pays en développement, l'écrit joue un rôle primordial dans la communication scientifique et technique, et ce, à tous les niveaux. Au cours d'un sondage réalisé par l'intermédiaire de Spore, le bulletin bimestriel du CTA, plus de 80% des personnes interrogées ont déclaré préférer le livre ou le périodique comme moyen de transmission et de réception de l'information, y compris au plus haut niveau où l'on a plus facilement accès à d'autres supports d'information tels que la télévision, le CD-ROM ou les ateliers régionaux.

Dans quelle mesure le contenu des ouvrages techniques doit-il se rapporter spécifiquement à la région, à la sous-région ou au pays où travaillent les utilisateurs? Cela dépend du public concerné. Au niveau de la recherche scientifique, par exemple, la spécificité n'a pas autant d'importance qu'au niveau de la communauté ou du village. En d'autres termes, "la science est universelle et la technique est régionale". Ceci nous amène à évoquer l'origine des publications: plus le thème est spécifique, plus les sources locales doivent être mises à contribution. Ce n'est pas seulement une question d'environnement physique et culturel ou de conditions agricoles, mais aussi une question de langue et de terminologie. Alors que le chercheur utilisateur d'ouvrages techniques est censé comprendre l'anglais ou le français, au niveau local en revanche, l'information communiquée par voie d'imprimés à des utilisateurs tels que des agriculteurs sera mieux assimilée et exploitée si elle est rédigée dans leur propre langue plutôt que dans une langue étrangère.

Au cours de l'atelier d'Arnhem, de nombreux participants ont exprimé la préoccupation que leur inspire la tendance des organisations européennes et nord-américaines à faire don de livres techniques destinés à l'Afrique sans consulter le public visé ni ceux qui le

connaissent, à savoir les éditeurs locaux, les chercheurs et les agents de développement. De même, beaucoup d'éditeurs du Nord publient des documents qui reflètent l'absence de consultation des spécialistes locaux ou du public visé.

Les éditeurs devraient notamment s'informer sur le pouvoir d'achat des lecteurs cibles. Malgré les différences d'un pays à l'autre du point de vue de ce qui constitue un prix abordable, le pouvoir d'achat en Afrique est en général très faible. La majorité des publications relatives à l'agriculture ou au développement rural, qu'il s'agisse de revues et livres scientifiques ou de matériel de vulgarisation, est inabordable pour une grande partie des lecteurs en puissance. Néanmoins, comme l'indique le sondage mentionné plus haut, ces lecteurs sont prêts à consacrer une large part de leur maigre budget à l'achat de livres. Ils sont donc très sélectifs, ne retenant que les ouvrages susceptibles d'améliorer leurs connaissances et donc d'accroître leurs chances d'augmenter leurs revenus.

### **Éditeurs transnationaux ou éditeurs locaux**

Le débat sur le rôle des éditeurs étrangers présents en Afrique se pose souvent en termes d'"édition transnationale contre édition locale"; l'engagement de l'éditeur transnational envers le pays concerné et les répercussions de sa présence sur les maisons d'édition locales figurent parmi les questions fondamentales de ce débat.

Sur le plan historique, l'attitude vis-à-vis de l'édition a été très différente en Afrique anglophone et en Afrique francophone. Cette dernière a toujours été très dépendante des maisons d'édition françaises pour satisfaire ses besoins de livres. En revanche, dans les pays anglophones, les éditeurs privés et les éditeurs publics et parastataux contribuent désormais à satisfaire la demande nationale. Au Ghana, au Nigeria, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe, par exemple, les éditeurs locaux publient aujourd'hui la plupart des manuels d'école primaire et une bonne partie de ceux de l'enseignement secondaire.

Ceci ne signifie toutefois pas que la question "édition transnationale ou édition locale" a été résolue en Afrique anglophone, ni que toutes les sociétés transnationales liquident leurs affaires et quittent l'Afrique. De nombreux problèmes persistent et il reste un long chemin à parcourir. Mais le premier pas est fait et l'indépendance de l'édition n'est plus un but aussi lointain. Le fait que les sociétés transnationales soient revenues au début des années 90, dès que la Banque mondiale a commencé à accorder des prêts en vue du développement du secteur du livre, ne témoigne aucunement d'un quelconque engagement de leur part envers l'édition en Afrique. Il ne fait aucun doute que la plupart d'entre elles repartiront avec la même célérité une fois les fonds épuisés.

Comme l'a souligné Per Gerdin, éditeur suédois qui suit depuis des années l'évolution du secteur de l'édition en Afrique, la stabilité et les progrès à long terme ne reposent pas sur la création de conditions attrayantes pour les sociétés étrangères, mais sur le renforcement de l'aptitude des éditeurs locaux à satisfaire la demande dans leur propre pays. L'éditeur local "fait partie intégrante de la culture de son pays; il sera toujours prêt à réinvestir dans de nouveaux talents et de nouvelles idées les bénéfices tirés de ses succès de librairie. Non par idéalisme — son entreprise doit survivre — mais parce qu'il veut parier sur l'avenir. Ce n'est pas des éditeurs transnationaux qu'il faut attendre la mise sur pied d'un marché du livre pourvu d'une infrastructure efficace, de l'auteur au libraire en passant par l'éditeur et le distributeur. La seule manière de créer ce marché est de soutenir fermement les éditeurs locaux."

### **Edition publique ou édition privée**

Lorsque le secteur de l'édition est bien développé, avec marchés viables, soutien important de l'Etat et bonne infrastructure, il vaut mieux laisser l'édition à l'initiative privée. La créativité et la concurrence s'en trouvent stimulées, la production gagne en efficacité, les ouvrages ne sont pas utilisés pour véhiculer la propagande gouvernementale et la gamme de livres proposée aux lecteurs se fait plus variée, en quantité comme en qualité.

A l'heure actuelle, le seul domaine de l'édition réellement viable en Afrique est la production de manuels scolaires pour les écoles primaires et secondaires. Au Kenya, par exemple, on estime que les livres scolaires représentent 90% des activités du secteur privé de l'édition. Dans les pays dont l'infrastructure est moins développée, ce pourcentage est encore supérieur.

Abstraction faite des marchés de l'enseignement primaire et secondaire, l'Etat peut être amené à poursuivre la publication de certains types d'ouvrages, comme les publications techniques d'agriculture, en attendant que le secteur privé prenne de l'expansion. Comme le fait remarquer l'éditeur nigérian Victor Nwankwo, à ce jour, l'édition technique destinée aux "marchés africains n'est rémunératrice ni pour l'auteur ni pour l'éditeur"; par conséquent, l'intervention d'un éditeur public ou parastatal peut être la seule manière d'assurer la disponibilité des livres nécessaires. Toutefois, en combinant une assistance de l'Etat du type décrit ci-après, le soutien des bailleurs de fond et les efforts des éditeurs africains eux-mêmes, il est possible de rendre viable l'édition technique locale.

Les éditeurs privés peuvent aussi demander l'aide d'organisations non gouvernementales, en particulier pour produire des publications simples et peu coûteuses telles que manuels

élémentaires pour agriculteurs ou brochures de vulgarisation, dont on a un besoin extrême. Une autre voie à explorer est celle de la coopération entre éditeurs de pays différents. Le partage des frais de compilation, de rédaction et d'impression dérivant de tels accords de coopération permet de faire d'importantes économies. Coéditer permet en outre de réaliser de plus gros tirages, ce qui réduit le coût unitaire et abaisse le prix de vente. Il convient de s'assurer du soutien de l'Etat pour éviter, le cas échéant, que ce type d'entreprises ne soit entravé par des difficultés de circulation transfrontalière des ouvrages ou des fonds.

### **Développer et financer le secteur local de l'édition**

Les éditeurs africains rencontrent tous les mêmes problèmes critiques d'infrastructure, qu'ils publient des manuels scolaires pour l'enseignement officiel, des oeuvres de fiction ou de référence pour le grand public, ou des livres scientifiques ou techniques pour les agents agricoles. Ils doivent s'accommoder d'un approvisionnement irrégulier en papier, qu'il soit fabriqué sur place ou importé, d'une infrastructure de communication et de transport de mauvaise qualité et d'une réglementation restrictive en matière de permis d'importation et de devises étrangères. Dans de nombreux domaines de l'édition, l'accès à l'information et à la formation est limité. Le matériel (pellicule, planches d'impression, produits chimiques, pièces de rechange, etc.) dont a besoin le secteur de l'impression pour exploiter des machines généralement vétustes est difficile, voire impossible à trouver.

Ces problèmes ne peuvent être résolus que par une coopération entre l'Etat et le secteur privé. Par exemple, la construction d'une papeterie qui contribuerait à satisfaire la demande de papier dans le pays pourrait être une entreprise de trop grande envergure pour une société privée, mais elle serait possible avec l'aide de l'Etat. L'impression doit rester entre les mains du secteur privé, l'Etat se contentant d'apporter son soutien, par exemple en facilitant l'acquisition de machines modernes, au lieu de tenter de gérer lui-même de grandes imprimeries.

Le plus grave problème auquel sont confrontés la plupart des éditeurs locaux est le manque de capitaux. Dans la majorité des cas, leur mise de fonds initiale est minimale. Les frais d'installation, liés notamment au recrutement du personnel, aux véhicules, au matériel et aux bureaux, sont considérables et, du fait de la nature même de l'activité, deux ou trois ans peuvent s'écouler avant que la publication d'un livre ne commence à rapporter et deux années de plus avant que le seuil de rentabilité ne soit atteint. Les banques africaines, privées ou publiques, sont peu coopératives, car elles ont tendance à considérer l'édition comme une activité à risques; celles qui accordent des prêts imposent des taux si élevés qu'ils en deviennent inabordables.

L'Etat devrait accorder une attention particulière aux éditeurs locaux qui publient des livres techniques relatifs au développement agricole et rural. En effet, dans la plupart des pays d'Afrique, le développement du secteur agricole est la clé du progrès, et l'Etat a tout intérêt à soutenir fermement tous les efforts faits dans ce sens, y compris l'édition locale d'ouvrages techniques. Il doit être amené à reconnaître que les ouvrages techniques écrits et publiés localement contribuent autant que tout autre intrant agricole, tels les engrais, à l'amélioration de la productivité et méritent donc un soutien et un financement équivalents.

La formation est un facteur de développement particulièrement important pour le secteur africain de l'édition. La qualité rédactionnelle des ouvrages publiés par des éditeurs locaux doit être très élevée s'ils veulent concurrencer efficacement les livres publiés par les éditeurs transnationaux. Les éditeurs locaux sont désavantagés parce que, quelle que soit la formation de leur personnel, la mauvaise qualité du matériel dont ils disposent est telle que le produit ne "présente" pas aussi bien que celui des éditeurs transnationaux. Par contre, ils ont l'avantage de mieux connaître la culture et les besoins de leurs lecteurs. La combinaison de cet avantage avec des normes rédactionnelles élevées sera payante. Parallèlement, des efforts doivent être consentis dans le secteur de l'impression pour permettre au personnel de fournir le meilleur produit possible étant donné les limites de machines vétustes et le manque de matériel de qualité.

De nombreux rédacteurs travaillant dans des maisons d'édition africaines ont été formés hors de l'Afrique, éventuellement dans des sociétés transnationales. Cette formation leur a permis de se familiariser avec les techniques de l'édition les plus modernes, mais ne les a pas préparés aux conditions qu'ils rencontrent généralement chez les éditeurs locaux. C'est notamment pour cette raison que les éditeurs et les autres employés africains devraient être formés en Afrique. Toute proposition de créer des centres régionaux de formation tels que l'African Book Institute établi sous l'égide de l'African Publishing Network (APNET) vaut la peine d'être soutenue.

### **Créer un marché pour les publications techniques**

Lorsque les canaux de distribution des livres sont peu développés ou absents et que les prix élevés rendent la plupart des publications inabordables, l'Etat devrait accorder la priorité à la création de bibliothèques publiques. A court terme, ces bibliothèques, et en particulier leurs sections réservées aux ouvrages de référence, constitueraient un petit débouché pour les livres techniques; le fait de disposer de ces publications stimulera peu à peu l'intérêt du public cible, et le marché s'étendra.

Pour mieux faire connaître les ouvrages techniques et encourager le public à se les procurer, l'Etat devrait également s'attacher à promouvoir ce type de livres via les médias tels que la radio et la télévision, auxquels les éditeurs locaux ne peuvent se permettre de recourir. Il pourrait, par exemple, parrainer des émissions radio sur l'agriculture, au cours desquelles seraient présentés des livres relatifs à l'agriculture produits localement.

Un contact plus étroit devrait exister entre les éditeurs et les libraires, les premiers assurant un approvisionnement régulier des librairies à des conditions avantageuses pour les deux parties, et les seconds informant en retour sur les prix que les consommateurs sont prêts à accepter, les titres qu'ils demandent, les sujets qui les intéressent, etc.

Il convient en outre d'encourager les bailleurs de fonds internationaux à acheter des ouvrages publiés par des éditeurs africains, à des fins de distribution locale. Trop souvent, les fonds servent à l'achat et à l'expédition vers l'Afrique de livres produits dans les pays occidentaux. Cette pratique permet de combler des manques à court terme et ne doit pas être condamnée d'emblée, mais elle ne contribue pas à consolider l'infrastructure de l'édition en Afrique et retarde ainsi le moment où les éditeurs africains seront capables de publier eux-mêmes ces ouvrages. Par ailleurs, les ouvrages publiés localement sont souvent beaucoup moins chers que ceux publiés à l'étranger; les fonds octroyés pourraient servir à acheter un plus grand nombre d'exemplaires, ce qui permettrait à plus de personnes concernées par le développement agricole et rural d'accéder aux publications techniques.

Les bailleurs de fonds peuvent encore contribuer à développer le marché des publications techniques en garantissant les prêts consentis aux éditeurs par les banques locales. Ces prêts permettraient aux éditeurs de limiter leurs frais, et donc le prix de vente au détail des livres, tout en allongeant la liste de leurs publications. A titre d'exemple, citons le programme de garantie des prêts de la Fondation Dag Hammarskjöld, grâce auquel un fonds a été créé au Kenya pour garantir les prêts consentis aux éditeurs du pays par une banque locale. Celle-ci connaît maintenant beaucoup mieux le milieu de l'édition et étudiera sans doute plus favorablement les demandes de prêt introduites à l'avenir par des éditeurs locaux. Il s'agit là d'un projet pilote que l'on prévoit d'étendre à la Tanzanie. Une autre possibilité s'offre aux bailleurs de fonds pour stimuler la publication d'ouvrages techniques: garantir le rachat, à prix coûtant, d'une grande partie du tirage fait par un éditeur local d'un livre pour lequel un besoin existe mais qui ne pourrait être publié sans cette intervention.

Il ne saurait se créer de marché viable tant que les éditeurs africains ne disposeront pas de moyens efficaces de commercialisation et de distribution des publications techniques. Rares sont ceux dont le catalogue et les ressources financières leur permettraient de mettre en



place un réseau de représentants de commerce couvrant tout le pays. Le recours, plus modeste mais efficace, aux catalogues et aux lettres mensuelles destinés aux libraires ainsi que le traitement rapide des commandes donnent de meilleurs résultats que la vaine tentative d'être partout à la fois. Les éditeurs pourraient aussi s'associer pour le stockage, la promotion et la distribution des livres, de façon à se partager le coût de ces opérations. Malheureusement, ils ont plutôt tendance à faire cavalier seul, ce qui les conduit trop souvent à dépasser leurs limites et à faire faillite.

### Conclusion

Le développement de l'édition technique en Afrique est une oeuvre de longue haleine à laquelle doivent d'atteler non seulement tous les professionnels de l'édition — auteurs, rédacteurs, éditeurs, imprimeurs, libraires et distributeurs — mais aussi les gouvernements, les agences d'aide au développement et les bailleurs de fonds internationaux. Les éditeurs doivent travailler ensemble et avec d'autres maillons de la chaîne de production à améliorer la qualité des publications. Les gouvernements devraient tenter de créer un environnement favorable à une édition locale florissante. Les bailleurs de fonds devraient consacrer moins de ressources à l'achat de livres destinés à l'Afrique, et encourager davantage cette dernière à subvenir elle-même à ses besoins en la matière. Et les lecteurs à qui s'adressent en définitive ces publications — chercheurs et techniciens, décideurs, dirigeants des structures de développement, vulgarisateurs, cadres ruraux et agriculteurs eux-mêmes — doivent faire savoir que leurs besoins de livres techniques utiles, bon marché et faciles à trouver ne pourront être satisfaits que quand l'Afrique aura vu sa capacité de les produire fortement renforcée.

Note: Le présent article s'est inspiré notamment des résultats de deux études commanditées par le CTA, l'ACCT et le ministère français de la Coopération, intitulées *Promouvoir le livre technique en Afrique* (D. Chabrol, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, GRET) et *Technical Publishing in Africa* (P. Osborn, Socially Appropriate Technology Information System, SATIS). L'auteur s'est également servi du document de référence produit par le CTA à l'occasion de l'atelier d'Arnhem.

D'autres informations utiles ont été tirées du livre *Publishing and Development in the Third World*, réalisé sous la direction de P. Altibach et copublié par Hans Zell Publishers (Londres, Royaume-Uni), Heinemann Kenya Ltd. (Nairobi, Kenya) et Vistnar Publications (New Delhi, Inde). Les chapitres concernés sont *Publishing in Nigeria*, par Victor Nwankwo, *Cultural Pride: The Necessity of Indigenous Publishing*, par Per Gerdin, et *Publishing in Tanzania*, par W. Bgoya.

L'auteur s'est également inspiré de l'exposé de M. Meek-Spencer, *Reading the Book the World Over*, lors du 24e congrès de l'International Publishers Association, tenu à New Delhi (Inde) en janvier 1992.